

NOUS SOMMES ENCORE LOIN D'AVOIR GAGNÉ

Si la semaine dernière nous nous réjouissions à juste titre des reculades sur le plan Darmanin, la machine à casser la DGFIP est loin d'être enrayerée. Cette semaine, nous avons appris : la volonté de l'administration d'aller encore plus loin dans la mise à mort des CAP, la sortie du décret pour le recrutement des contractuels et l'externalisation programmée de la politique immobilière de l'État (dont la responsable vient opportunément d'être limogée).

Le répit n'est donc que partiel. Le plan de destruction n'est toujours pas connu en totalité. Nos camarades de la trésorerie amendes automatisées de Rennes ont ainsi découvert par hasard sur un support de formation que leur trésorerie allait fermer ! Dans le même temps, Darmanin continue son flot de mensonges. Pour toutes ces raisons, ne lâchons rien et enfonçons le clou. Restons en mouvement.

COUP DE SEMONCE SUR LES RETRAITES

À la RATP le 13/9, la journée de grève sur le refus du projet gouvernemental de réforme des régimes de retraite a atteint un niveau historique. La mobilisation des salarié.es s'est traduite, dans certains secteurs de l'entreprise, **par plus de 90 % des agent.es en grève, et des taux de grévistes de près de 100 % dans certaines directions, comme chez les conduc.teurs-trices du RER B**, et même de plus de 60 % chez les cadres.

Cette journée de mobilisation ne portait pas sur la seule défense du régime spécial de retraite des agent.es de la RATP mais aussi sur la mise en place d'un système de retraite par points qui pénalisera tou.te.s les salarié.es, du secteur public ou privé, des régimes spéciaux ou du régime général. L'ensemble des Organisations Syndicales présentes dans l'entreprise a confirmé une même condamnation du projet gouvernemental et une même volonté de gagner une autre réforme des retraites, juste et solidaire. **Cette unité d'action doit se retrouver dans tous les secteurs pour annuler ce projet mortifère.**

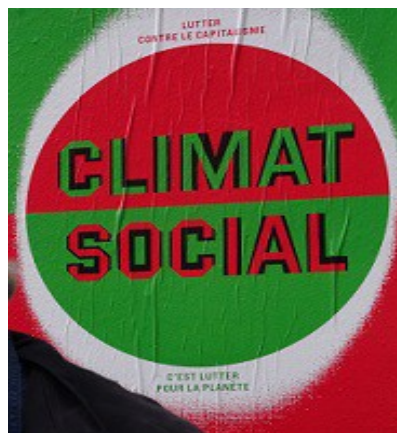
ÔTE-MOI D'UN DOUTE

Lundi 23/9, les représentant.es des organisations syndicales de l'État représentatives de la région administrative ont été reçu.es par le préfet de région pour discuter de l'Organisation Territoriale de l'État (OTE).

Et nous avons eu comme un goût de déjà vu : pas de documents préparatoires à la séance hors la circulaire du premier ministre et aucune information en séance !

Franchement, nous nous serions crû.es à un CTL de la DRFIP 44. Bref, à tous les niveaux de l'État, on joue au dialogue social sans jamais chercher à le réaliser...

LE 27, DANS LA RUE POUR LE CLIMAT



Depuis des années, les gouvernements successifs ont mis en œuvre des politiques d'austérité, coupant dans les budgets, supprimant dans les administrations des milliers d'emplois et démantelant des services au cœur des politiques publiques touchant à l'environnement.

Pour la CGT, la véritable action à mener est de réhabiliter la dépense publique et mobiliser les fonds publics nécessaires à des investissements conséquents et créateurs d'emplois dans les politiques publiques de l'environnement, du transport, du logement, de l'énergie, et de penser enfin à l'industrie de demain en n'occultant pas l'avenir des travailleurs. Avoir l'ambition de changer la société ne peut pas laisser la place à un monde où le coût du capital et le coût environnemental réunis feraient grandir les inégalités, la précarité et l'exclusion.

La justice écologique dont nous avons tant besoin est intimement liée à la justice sociale. Ce sont les jeunes, les plus fragiles, les plus pauvres qui subissent le plus les effets du dérèglement climatique et social qui ne sont que la résultante de politiques au service d'un capitalisme insatiable et aveugle.

Pour rappel, **les 100 plus grandes compagnies mondiales sont responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre**, et 1 % de la population la plus riche a une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10 % les plus pauvres.

WINDOWS 2000

Nous étions déjà penchés il y a quelques mois sur la question de la migration de nos PC vers Windows 10 qui devait entraîner un renouvellement plus qu'accélééré du parc informatique. Aujourd'hui, cette migration est en plein déploiement et sans surprise, nous avons des surprises : applications qui « décrochent » à chaque mise à jour, nécessitant une intervention de l'assistance et bien sûr, certaines applications ne sont pas compatibles avec cette nouvelle version. C'est le cas de VisuDGFIP Cadastre et multicritères qui pour pouvoir continuer d'être utilisée nécessite le maintien d'un poste dédié sous l'ancienne version de Windows... Bref quand on sait l'utilisation quotidienne de cette application par les agent.es en charge du foncier, bonjour la galère !

